

LA VOLATILITÉ DU PRIX DU PÉTROLE ET SES CONSÉQUENCES SUR LES PAYS EXPORTATEURS

Charbel CHEDRAWI – Maître de conférences à la FGM
charbel.chedrawi@usj.edu.lb

Nada MALLAH BOUSTANI – Maître de conférences à la FGM
nada.mallahboustany@usj.edu.lb

Rawane IBRAHIM – Master en Gestion et Management

RÉSUMÉ

Depuis 1861, les prix du pétrole ont toujours été très volatils. L'histoire de l'industrie pétrolière était marquée par plusieurs crises ou « chocs pétroliers » dont la dernière chute des prix de pétrole en 2014 ; dûe à la révolution du pétrole de schiste aux Etats-Unis d'une part et l'adoption de l'Arabie Saoudite à la tête de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) d'une politique de baisse volontaire d'autre part, cette baisse s'est aggravée par la levée des sanctions contre l'Iran tout en formant un choc pétrolier qui a pénalisé les pays exportateurs durant deux années consécutives et induit à une restructuration du marché pétrolier. Ces fluctuations des prix de pétrole mettent en relief d'importants changements structurels au niveau de la conjoncture économique des marchés pétroliers mondiaux : inflation, déflation, dérèglement des soldes courants, déstabilisation des soldes budgétaires, transferts de revenus, etc. sont les conséquences de cette volatilité des prix du pétrole. Une analyse de la vulnérabilité et du prix d'équilibre budgétaire des économies des pays exportateurs sur le produit pétrolier permet de mieux cerner la chute récente des prix du baril qui a commencé en 2014 et met en évidence le pouvoir des plus grands acteurs du marché pétrolier (Etats Unis, Russie et l'OPEP). En effet, les répercussions de ce choc ont largement influencé les pays exportateurs du pétrole les plus vulnérables surtout au niveau de leur prix d'équilibre budgétaire. Pour remédier à ses effets des accords historiques ont été conclus fin 2016 entre les pays membre de l'OPEP et entre ces derniers et onze des pays exportateurs non OPEP pour mettre fin à cette crise.

Mots-clés : Prix de Pétrole – OPEP – Pays exportateurs – Conjoncture économique.

INTRODUCTION

Le pétrole, cruciale source d'énergie au niveau mondial, représente le moteur de l'économie de plusieurs pays. La vulnérabilité des pays importateurs et exportateurs à la forte volatilité des cours pétroliers, fait de cette ressource dite « Or Noir », un déterminant stratégique de la conjoncture économique au sein du marché pétrolier. Ajoutons que les principaux pays producteurs de pétrole constituant l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), occupent un rôle primordial dans l'instauration du prix du baril en influençant l'offre, la demande et le prix d'équilibre, ce qui place le pétrole au centre de tensions géopolitiques.

En effet, les chocs pétroliers mettent l'accent sur une dépendance au pétrole des pays industrialisés, les pays en voie de développement et même ceux du Tiers-Monde. Ainsi, une tendance des prix pétroliers à la hausse induit des conséquences divergentes par leurs natures sur l'activité économique, l'inflation, les soldes commerciaux, les balances budgétaires et le taux de change de la monnaie (dépréciation ou appréciation) de chaque pays.

Jess et al. (2013) relie la volatilité des prix de pétrole avec sa perception comme produit essentiel au développement industriel. Un bref survol sur les chocs pétroliers montre que la volatilité des prix du baril est déterminée par une variation de l'offre et/ou de la demande mondiales, engendrée soit par

des pressions de nature géopolitiques soit par un changement au niveau de la croissance économique mondiale.

Pendant ces dernières années, le prix du baril a fortement fluctué, surtout à la baisse. Notons qu'entre septembre 2014 et Janvier 2015, ce dernier a chuté de 55% suite à la décision de l'OPEP de maintenir inchangé son niveau d'offre qui vient s'ajouter à un ralentissement économique de certains pays émergents notamment la Chine et la montée en croissance de la production du pétrole de schiste par les Etats-Unis. Cet écroulement des prix pétroliers ne cesse de se prolonger provoquant ainsi une augmentation du revenu des ménages des pays importateurs en plus d'une réduction des coûts de production des entreprises industrielles et une baisse des recettes, budgets et soldes extérieurs dans les pays exportateurs.

Dans une première partie, nous parlerons du positionnement du pétrole au sein des marchés en passant par la création de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et l'évolution de son pouvoir jusqu'à aujourd'hui, et le fondement de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Nous présenterons ensuite la conjoncture économique des marchés pétroliers et la volatilité des cours pétroliers à travers une simulation entre les causes et les conséquences des chocs et contre-chocs de l'offre et/ou la demande mondiale de pétrole.

Dans une deuxième partie, nous mettrons en évidence le changement de la structure économique et du pouvoir de décision au sein du marché pétrolier en analysant les causes, les conséquences et les politiques adoptées par les acteurs du marché pétrolier suite à la chute brutale des prix du baril en 2014. Enfin, une analyse des impacts de cette chute des prix sera étudiée pour les pays exportateurs selon le degré de la vulnérabilité de leurs économies et la dépendance de leurs comptes budgétaires sur le pétrole.

I. MARCHÉS PÉTROLIERS ET VOLATILITÉ DU PRIX DE PÉTROLE

I.1 Les principaux acteurs dans l'industrie pétrolière

En 1859, l'industrie pétrolière a commencé en Pennsylvanie aux Etats-Unis. L'année 1870 a connu la création de la première compagnie pétrolière américaine *Standard Oil* fondée par John R. Rockefeller ; elle s'est emparée de 95% de la production mondiale sur le marché pétrolier et a annoncé le début du commerce de pétrole (Maurette, 1926).

En septembre 1928, de nombreuses compagnies productrices de pétrole (*Standard Oil of New Jersey, Royal Dutch-Shell, Anglo-Iranian, Standard Oil of California, Gulf, Texco, Socony-Mobil et Compagnie Française des Pétroles*) ont signé l'**accord d'Achnachary** donnant le droit aux grandes compagnies pétrolières de se partager les réserves pétrolières du Moyen-Orient et de maintenir leurs prix à des niveaux élevés pour préserver leurs parts de marchés et lutter contre toute forme de concurrence. Par conséquent, dans les années 20, la production de pétrole a été exclusivement sous **la dominance des compagnies occidentales**¹.

Entre février 1959 et 1960, dans le but de renforcer leur pouvoir concurrentiel face aux autres producteurs, les compagnies pétrolières occidentales ont baissé les prix de pétrole entraînant une réduction des revenus pétroliers des pays producteurs du Golfe. Pour limiter les pertes encourues par la chute des prix de pétrole, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela se sont réunis à Vienne en Autriche où ils ont annoncé la **création de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)**. Plus tard, le Qatar, la Libye, les Emirats Arabes Unis, l'Algérie, le Nigéria, l'Equateur et l'Angola y ont à leur tour adhéré.

¹ En 1970, les compagnies occidentales se dotaient de 50% des productions des pays du Golfe dont l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Iran, de 60% des réserves mondiales prouvées de pétrole, de 80% des exportations pétrolières mondiales et de 90% de la production totale du pétrole du Moyen-Orient.

Avec 75% des réserves de pétrole prouvées, l'OPEP manipulait le prix de pétrole. En 1973 (le premier choc pétrolier), l'OPEP a décrété l'augmentation fulgurante des prix de pétrole de 3 à 12 dollars américains et elle a exercé un embargo sur tous les pays importateurs qui défendent la légitimité de l'invasion de la Syrie et de l'Égypte par Israël. Cependant et afin de diminuer leurs dépendances vis-à-vis des dérivés pétroliers, les pays occidentaux ont réagi rapidement. En effet, Henry Kissinger et dans le cadre de l'OCDE a fondé en 1974 **l'Agence Internationale de l'Énergie AIE** ayant pour objectif principal d'aider les pays membres de l'OCDE à prendre ensemble des mesures leur permettant de lutter contre les situations de rupture d'approvisionnement en pétrole. Ainsi l'AIE² formée en majorité par des pays consommateurs de pétrole essaye de limiter le pouvoir de l'OPEP en défendant les intérêts de ses pays membres.

Le but principal de l'OPEP a été l'adoption de politiques adéquates permettant la préservation des prix de pétrole à des niveaux relativement stables et empêcher leur chute en exerçant un contrôle sur le cycle de production pétrolière et en limitant l'offre de pétrole mondial. En effet, en 1985, l'OPEP s'est fixée **un plafond de production** pour tous les pays membres de l'ordre de 30 Mbj (million de baril par jour) afin d'éviter la surproduction et l'excès d'offre par rapport à la demande mondiale. Ce système de quotas a donné naissance à un Cartel ayant un rôle politique vital.

Mais durant les années 90, le pouvoir de l'OPEP sur le marché pétrolier commençait à décroître en raison de plusieurs facteurs dont:

- L'abolition du système de quotas suite à l'émergence de conflits internes entre les pays membres de l'OPEP et la violation par certains de la limite de leur production ;
- La Russie, la Colombie, le Mexique, la Norvège et le Royaume Uni qui sont des grands pays producteurs de pétrole ont refusé de rejoindre l'OPEP ;
- L'existence sur le marché de trois prix de références de pétrole qui se concurrencent (voir paragraphe 1.2 ci-dessous) ;
- Le surplus de l'offre mondiale due à la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers au Moyen Orient.

1.2 Prix et marché pétrolier

Selon Jridi (2010), le prix de pétrole brut est déterminé en fonction de l'un des trois prix de références existants sur les marchés pétroliers mondiaux :

- *Le Brent*: issu de la Mer du Nord et coté à Londres, il est le prix de base des pays Européens;
- *Le West Texas Intermediate (WTI)* : Originaire de l'Amérique du Nord et coté à New York, il est le prix de référence des États-Unis et autres pays asiatiques;
- *Le Dubai Light* : Prix de référence des pays du Golfe.

La présence de différents marchés pétroliers ainsi que plusieurs facteurs géopolitiques a eu des conséquences sur l'évolution des prix du pétrole (Maurice, 2001). La négociation des prix et des contrats de pétrole se fait sur deux types de marchés:

- Le marché spot: C'est un marché physique³ où s'assemblent les compagnies pétrolières et les raffineurs pour acheter et vendre les barils de pétrole.

² La diversification des approvisionnements en pétrole, le maintien des prix de pétrole à un niveau favorable et la recherche de produits substitués au pétrole figurent parmi les objectifs de l'AIE

³ Il existe 7 marchés physiques dans le monde: Marché de Rotterdam (le plus important); Marché du Golfe et du Moyen Orient; Marché de l'Extrême Orient; Marché de la Méditerranée; Marché de l'Afrique de l'Ouest; Marché de la Mer du nord; Marché des États Unis.

- **Les marchés financiers:** Ils se désignent aussi par marchés à terme à cause de la signature des contrats à terme appelés «Futures » par l'acheteur (pays importateur) et le vendeur (pays exportateur) sur une durée de 3 à 6 ans. Le prix du pétrole est alors fixé au moment du contrat dans le but d'une livraison et d'un règlement différés. Sur ces marchés financiers, règne la spéculation au niveau des transactions pétrolières. Les marchés à terme existants sont : le New York Mercantile Exchange (**NYMEX**) coté à New York, il prend pour prix de référence le WTI ; et l'Intercontinental Exchange (**ICE Futures Europe**) coté à Londres, il est basé sur le prix du Brent.

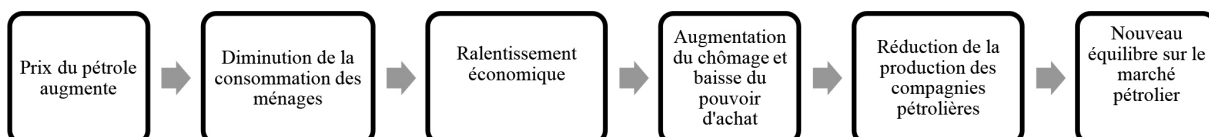
Entre 1989 et 2014, alors que la consommation des pays membres de l'OCDE et la production des pays membres de l'OPEP sont restées inchangées, les pays non OPEP (surtout les Etats-Unis) ont connu une augmentation de leurs quantités produites. En effet, le marché pétrolier a connu un changement structurel, les réserves pétrolières mondiales qui se trouvaient concentrées dans les pays membre de l'OPEP avec plus de 78% de l'ensemble des réserves mondiales prouvées en 2005, ont largement changé à travers les années notamment après la découverte de nouveaux gisements.

1.3 Conséquences d'une hausse et d'une baisse des prix de pétrole

Les chocs et contre-chocs pétroliers forment un cercle vicieux où l'offre et la demande se redressent à moyen terme afin de retrouver l'équilibre économique. Selon Byrne (2012), un choc pétrolier commence par un choc d'offre qui est la résultante d'une forte augmentation du prix de pétrole malmenant les économies des pays importateurs et renforçant celles des pays exportateurs. Un choc d'offre a pour conséquences :

- L'alourdissement des coûts de production supportés par les compagnies productrices de pétrole poussant les plus grandes d'entre elles à réduire leurs productions afin d'assurer leur continuité tout en réalisant un manque à gagner. Par contre, les petites compagnies pétrolières ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour combler les coûts qui leur sont accumulés. Par la suite, certaines d'entre elles feront faillite ;
- La hausse des coûts des matières premières entrant dans la fabrication des produits finis des compagnies importatrices non pétrolières, affecte négativement leurs productivités et leurs marges bénéficiaires ;
- L'accroissement de l'inflation fait que les banques centrales tendent à augmenter leurs taux d'intérêts directs ce qui diminue les investissements et par la suite augmente le chômage;
- La diminution du salaire réel des ménages et réduction de leur pouvoir d'achat ;
- A court terme, l'inélasticité de la demande au prix de pétrole maintient la demande des ménages (pas de changements des habitudes de consommation) ;
- A moyen et long terme, la demande tend à la baisse. Une limitation de l'offre de pétrole devrait alors s'établir afin de maintenir l'équilibre offre-demande sur le marché pétrolier.

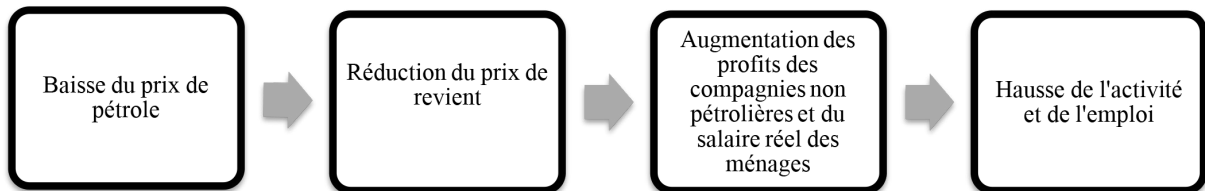
Illustrons les conséquences économiques par le schéma ci-dessous :



En effet, sur un marché de concurrence imparfaite comme celui du pétrole, la hausse du prix de pétrole déclenche l'inflation dans les pays importateurs et induit une hausse des coûts de production et une hausse des salaires nominaux, ce qui engendre une baisse des profits et des investissements entraînant la baisse de la croissance et la hausse du chômage (OCDE, 2004).

Par contre, un contre-choc pétrolier est engendré par une baisse non prévue et brutale du prix de

pétrole perturbant les économies des pays exportateurs et soulageant celles des pays importateurs. En effet, lorsque le prix du pétrole baisse, les compagnies pétrolières vont réduire leurs productions et leurs investissements, alors que les pays consommateurs auront tendance à importer de plus. Il s'ensuit un accroissement de la demande mondiale et une diminution de l'offre mondiale. Le schéma ci-dessous montre les conséquences d'une baisse du prix de pétrole:



La baisse du prix du pétrole réduit la rente pétrolière perçue par les compagnies productrices de pétrole. Il s'ensuit un transfert de leurs revenus vers les pays importateurs. Ces derniers subiront une augmentation de leurs PIB suite à l'augmentation des revenus disponibles réels des ménages (Greggio et Mafféi, 2014). Quant aux pays exportateurs, l'impact d'une baisse des revenus résultants de la réduction du prix de pétrole dépend de la vulnérabilité de ces pays aux produits pétroliers, c'est-à-dire le degré de dépendance de leurs économies au pétrole.

1.4 Corrélation entre le prix du pétrole et le taux d'inflation

Le prix du pétrole stimule indirectement le taux d'inflation par son influence sur le pouvoir d'achat des ménages. Selon Baffes et al. (2015), la corrélation entre le prix du pétrole et le taux d'inflation est démontrée par les effets suivants:

- 1. Effet de production:** le pétrole est un élément du panier des consommateurs. Par la suite, le prix du pétrole est pris en considération lors du calcul de l'indice des prix à la consommation ainsi que du degré de substituabilité du produit. A court terme, le degré de substituabilité du pétrole est faible à cause de l'inélasticité de la demande (notamment pour le secteur de transport). Or, le pétrole est une matière première indispensable pour la fabrication des produits finis des compagnies non pétrolières. Ainsi, la baisse du prix du pétrole diminue les coûts de production et augmente les marges bénéficiaires des compagnies non pétrolières. Par conséquent, les investissements et l'emploi des pays importateurs s'améliorent.
- 2. Effet des prix relatifs :** quand l'emploi des ménages dans les pays importateurs s'améliore, les salaires réels et le pouvoir d'achat augmentent. Les ménages seront dans la possibilité d'augmenter la part de leurs achats allouée aux produits non pétroliers ce qui engendre la hausse de l'indice des prix à la consommation. La demande de ces produits augmentera, ce qui causera la hausse de l'indice des prix à la consommation et inversement.

La corrélation entre le prix de pétrole et le taux d'inflation est positive, selon l'AIE (2015) une baisse de 10% du prix de pétrole aboutit à une réduction de l'ordre de 0.4% du taux d'inflation. Ainsi, une baisse continue des prix engendre un taux d'inflation négatif de plus en plus grave.

1.5 Causes et implications des chocs pétroliers sur les économies des pays (1973 – 1980 – 2008)

En octobre 1973, Israël envahit la Syrie et l'Égypte (guerre de Kippour). En réponse l'OPEP a annoncé que tout pays occidental qui s'avère entrain de soutenir Israël sera boycotté des échanges commerciaux pétroliers avec ses pays membres. L'embargo exercé a abouti à la décroissance de la demande mondiale

de pétrole (surtout celle provenant de l'Europe de l'Ouest et des Etats Unis⁴) ce qui a exercé une pression à la baisse de l'offre mondiale de pétrole (Sigogne et Fouet, 1982). Il s'en est suivi une augmentation du prix du baril de 2.60 à 11.65 dollars américains en 1974 donnant naissance au premier choc pétrolier.

Selon Terzian et Chiclet (2005), les principales conséquences engendrées par le premier choc pétrolier sont les suivantes:

- Augmentation de 2% du niveau général des prix des pays membres de l'OCDE suite à l'accroissement du taux d'inflation;
- Transfert de revenus équivalents à 150 milliards de dollars américains des pays OCDE vers les pays membres de l'OPEP (ce chiffre représente 2% du PNB des pays de l'OCDE);
- Augmentation de la production des produits de substitutions (Gaz, charbon et autres combustibles) dans les compagnies des pays membres de l'OCDE, ce qui a engendré une réduction de leurs quantités importées de pétrole ;
- Diminution de la rente pétrolière des compagnies productrices de pétrole affiliées à l'OPEP suite à la baisse de la demande mondiale.

L'an 1980 marque le début du deuxième choc pétrolier. En effet, le prix du pétrole a augmenté de 14 à 39 dollars américains suite à la révolution iranienne et le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Par la suite, les compagnies non-pétrolières des pays importateurs craignant une augmentation accrue et prolongée du prix de pétrole, ont augmenté leurs quantités importées afin de constituer des stocks de pétrole sur leurs territoires. En réponse à la hausse de la demande mondiale de pétrole, l'Arabie Saoudite diminua la production de l'OPEP de 1 Mbj et ainsi l'offre mondiale a baissé.

En 1980, l'ensemble des revenus pétroliers des pays membres de l'OPEP a atteint 275 milliards de dollars américains grâce à l'augmentation des exportations vers les pays importateurs. Pour cela, les Etats Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest ont commencé à rechercher d'autres sources d'approvisionnement. Ainsi les investissements commençaient alors dans la Mer du Nord, l'Alaska et l'Afrique de l'Ouest.

Les deux premiers chocs pétroliers ont été marqués par une situation de stagflation caractérisée par l'existence en même temps du chômage et de l'inflation (hausse des salaires nominaux et baisse de la croissance) : le premier choc pétrolier a induit le début d'une phase de récession alors que le deuxième choc pétrolier a suspendu une phase de croissance (Llewellyn, 2015).

La hausse du prix de pétrole des années 2000 est reliée à la structure et à la conjoncture économique du marché pétrolier suite à la hausse de la demande des pays émergents comme l'Inde et la Chine et la reprise économique mondiale. Par conséquent, la spéculation sur les marchés des matières premières a augmenté (Hache et Lantz, 2010). En 2004, le baril de pétrole valait 40 dollars américains. Ce prix a augmenté jusqu'à 100 dollars en 2007 touchant un sommet de 147 dollars en 2008.

Selon Terzian et Chiclet (2005) l'augmentation des prix du pétrole dans les années 2003 et 2004 découle principalement de deux causes: la hausse non prévue et flamboyante de la consommation des Etats Unis, Chine et Inde (soit une hausse de 11% en volume) et l'augmentation du risque géopolitique surtout au Venezuela, Nigeria et Irak.

⁴ Les Etats-Unis étaient les principaux perdants de l'embargo. Le président américain Nixon a précisé dans un discours que la demande en énergie a augmenté rapidement de façon à ce que les Etats-Unis ne pouvaient plus couvrir ses besoins d'approvisionnement en pétrole et encourageait de pénuries potentielles d'où l'importance de la continuité d'approvisionnement auprès des pays du Golfe.

D'autres facteurs pourraient être ajoutés aux causes citées préalablement (Jamet, 2008) :

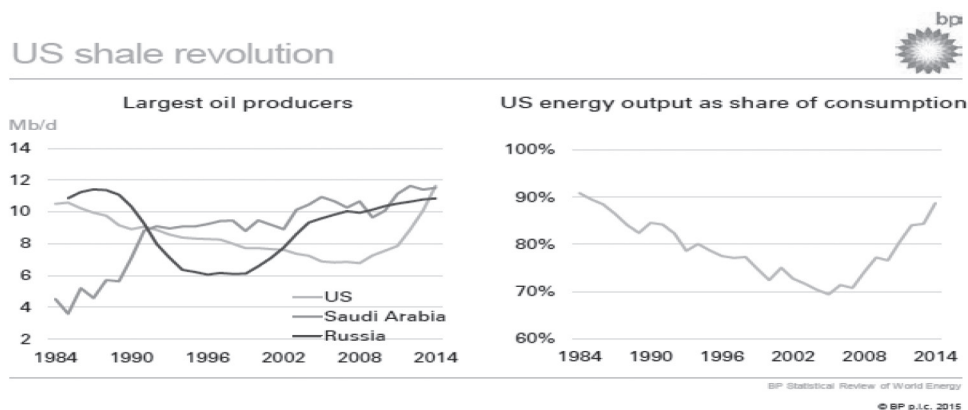
- Une production inchangée des pays hors OPEP contre une demande mondiale qui progresse ;
- La décision de l'OPEP de soutenir l'augmentation des prix ;
- L'affaiblissement des investissements dans l'industrie pétrolière engendré par la hausse des coûts de production ;
- La déstabilisation géopolitique suite à l'attentat du 11 Septembre.

En 2008, le prix du baril de pétrole a chuté pour atteindre 31 dollars américains. Cette baisse est reliée à la crise financière mondiale des Subprimes engendrant une récession économique mondiale (Hache et Lantz, 2010).

2. IMPACT DE LA DERNIÈRE CHUTE DES PRIX DE PÉTROLE SUR LES PAYS EXPORTATEURS

Les années qui ont suivi l'an 2008 se sont marquées par une croissance accrue du prix du baril de pétrole qui a fini par atteindre un pic de 126 dollars américains en avril 2011. Cette période connaissait une production accrue du pétrole de schiste par certains pays de l'OCDE (les Etats-Unis sont devenus les principaux producteurs de gaz et de pétrole non conventionnels suivis par la Russie et puis par le Qatar). En effet, entre 2009 et 2014, le prix du baril de pétrole conventionnel a fortement augmenté, les Etats-Unis ont amplifié leur investissement dans le forage des puits de pétrole de schiste ce qui a abouti à la réduction de leur dépendance sur les importations pétrolières de 60% en 2005 à 27% en 2014. Ceci a amélioré leur balance commerciale et les a dotés d'une meilleure sécurité en approvisionnement pétrolier (Cornot-Gandolphe, 2015). Il s'ensuit une diminution des importations pétrolières auprès de l'Arabie Saoudite à la tête de l'OPEP ainsi que d'autres pays producteurs. La demande mondiale de pétrole a par la suite chuté provoquant le fléchissement des prix de pétrole (Dupuis et al., 2015).

Le changement de la structure au sein du marché pétrolier en 2014 met l'accent sur une production pétrolière de la part des Etats-Unis qui dépasse celle de l'Arabie Saoudite et de la Russie. En fait, le pétrole de schiste a permis aux Etats Unis de produire 11.64 Mbj contre une production saoudienne de 11.51 Mbj et une production russe de 10.84 Mbj (BP, 2015)



En plus de la montée du pétrole de schiste, le pouvoir de l'Arabie saoudite s'affaiblissait suite au retour des exportations libyennes, irakiennes et iraniennes qui ont alourdi le surplus d'offre sur le marché pétrolier. Ce changement incontournable au niveau de la production pétrolière a déclenché une guerre de prix sur le marché pétrolier. Ainsi, dans le but d'exercer une pression à la baisse de la production pétrolière non conventionnelle dont les coûts d'exploitation et d'extraction sont très élevés pour encourager le recours au pétrole conventionnel, l'Arabie Saoudite à la tête de l'OPEP a proposé un changement de politique face à une demande baissière. En effet, la décision de maintenir la production des pays membres inchangée au cours de sa réunion à Vienne le 4 Décembre 2014, a abouti à un effondrement des cours de 110 à 30 dollars le baril dû à un gap énorme entre l'offre et la demande.

L'adoption de cette stratégie a coûté cher aux producteurs hors OPEP notamment les Etats Unis et le Canada qui ont dû fermer des puits et stopper leurs investissements et d'adopter des plans de restructuration. Le marché de pétrole est devenu en surplus de production contre une demande assez faible amplifiée principalement par le ralentissement de la croissance économique de la Chine et par la fortification du dollar.

En juillet 2015, la levée des sanctions contre l'Iran liées à son programme nucléaire bouleversera de nouveau le marché pétrolier. Le retour des activités pétrolières iraniennes augmentera davantage l'ensemble de la production des pays membres de l'OPEP et déstabilisera l'offre d'équilibre mondiale de pétrole. En effet, l'avènement d'un surplus d'offre aurait dû pousser les pays membres de l'OPEP à réduire leurs productions ; par la suite, leurs revenus pétroliers auraient dû diminuer et leurs économies afficher un déséquilibre budgétaire ; malheureusement ce n'était pas le cas, au contraire l'effondrement des prix s'est aggravé après la levée des sanctions contre Téhéran. Les cours pétroliers ont plongé sous la barre des 30 dollars suite à la relance des exportations iraniennes.

La Banque Mondiale (2015), explique cette chute des prix par :

- L'appréciation du dollar américain ;
- L'adoption par l'Arabie Saoudite d'une nouvelle politique caractérisée par « Une baisse volontaire » ;
- La croissance de la production du pétrole de schiste ;
- L'élimination de risques géopolitiques pour certains pays producteurs de pétrole (Iran);
- Le ralentissement de la croissance économique mondiale engendrant une baisse de la demande mondiale de pétrole.

Figure 2 : Le prix du baril Brent 2005-2016



Source: Chedrawi et Howayeck (2016)

Le prolongement de cette chute des prix en 2016 (l'Arabie Saoudite a refusé d'alléger la quantité offerte sur le marché pétrolier et a voulu préserver ses parts de marchés) a freiné la croissance économique des pays exportateurs et a abouti à un transfert de revenus de ces pays vers ceux importateurs (Lane, 2015). Selon l'AIE, l'offre de pétrole dépassait de 1 million de barils par jour la demande en 2016.

Dans ce qui suit, nous essayerons de mesurer l'impact de la baisse du prix de pétrole sur les pays exportateurs à travers plusieurs outils de mesures, en commençant tout d'abord par le degré de vulnérabilité et le prix d'équilibre budgétaire (estimé) pour ensuite passer à une comparaison entre quelques pays exportateurs de l'impact de la baisse des prix.

2.1 Etude de la vulnérabilité des économies et du prix d'équilibre budgétaire (estimé) des pays exportateurs de pétrole

Le bouleversement de la situation économique des pays exportateurs à cause de la chute des prix de pétrole est évaluée en fonction du degré de vulnérabilité c'est-à-dire de dépendance de leurs économies sur les produits pétroliers. Les pays exportateurs sont scindés en trois catégories où à chacune d'elle est attribué un niveau de vulnérabilité qui va de faible à fort (Galland, 2015):

1. Première catégorie (degré de vulnérabilité faible): Ces pays exportateurs ont des ressources financières suffisantes et un positionnement fort dans leurs relations extérieures. Ainsi, malgré la dépendance quasi-totale de leurs économies aux exportations de pétrole, ils sont aptes à compenser la chute des prix dans le court et le moyen terme et par la suite éviter de faire défaut. Les pays les moins vulnérables sont l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis (Ils représentent ensemble 25% de la production totale mondiale de pétrole).

2. Deuxième catégorie (degré de vulnérabilité moyen): Les économies de ces pays sont dépendantes du pétrole. Une chute des prix de pétrole provoque la réduction de leurs réserves de change et stimule la dépréciation de leurs monnaies nationales. Leurs ressources financières permettent de compenser le différentiel de la baisse des prix à court terme mais pas à moyen terme. Ainsi, pour éviter l'aggravation de leurs déficits budgétaires, ils sont amenés à adopter des politiques d'ajustements. Parmi ces pays, on distingue l'Algérie, l'Angola, le Bahreïn, Oman, le Nigeria et la Russie.

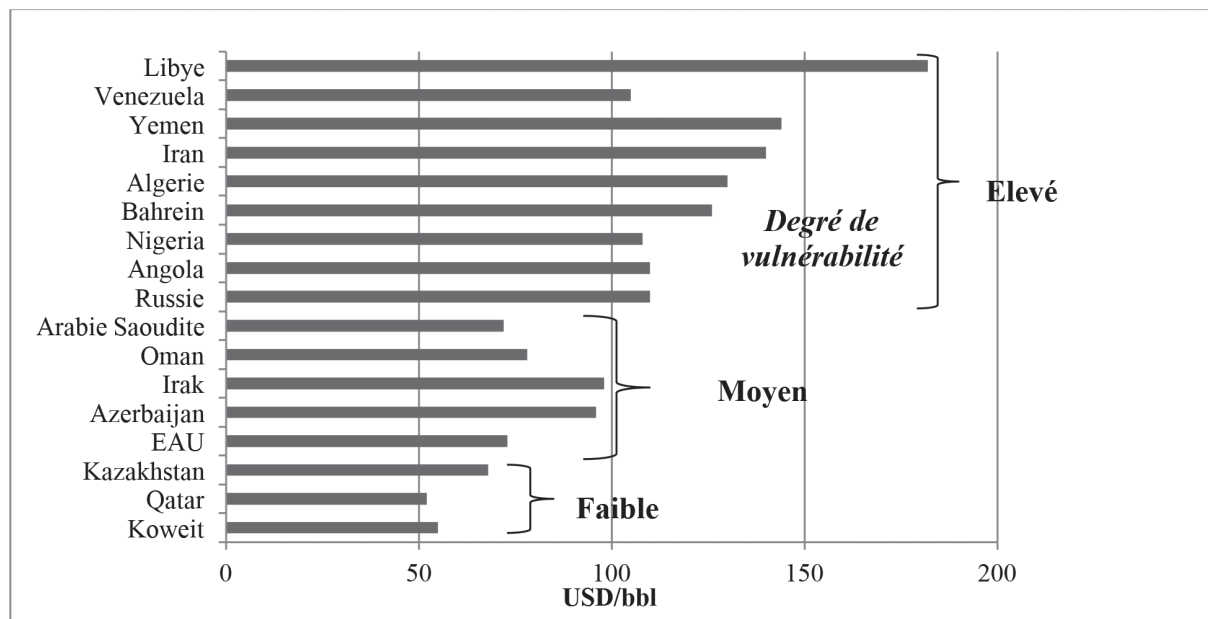
3. Troisième catégorie (Degré de vulnérabilité fort): Les économies de ces pays sont fortement dépendantes du pétrole et souffrent déjà de déficits budgétaires et d'une détérioration au niveau de la balance commerciale suite à l'insuffisance de leurs ressources financières. On cite l'Irak, la Libye, le Yémen, l'Iran, le Nigeria, le Tchad, la République du Congo et le Venezuela. Par conséquent, la chute des prix du pétrole amplifie leurs dettes.

D'autre part, le **prix d'équilibre budgétaire** des pays producteurs varie en fonction de la dépendance de leurs économies sur le pétrole. C'est le prix qui égalise les revenus fiscaux avec les dépenses publiques afin d'avoir un solde budgétaire neutre. Les déterminants du prix d'équilibre budgétaire sont :

- La politique de taxation: Une augmentation des taxes réduit le niveau du prix d'équilibre et vice versa ;
- Le taux d'inflation : Une hausse du taux d'inflation augmente les recettes fiscales ;
- Le taux de change : Toute chose égale par ailleurs, l'évolution du taux de change a une incidence sur le montant de la rente pétrolière (exprimée en monnaie locale) ;
- Le montant des dépenses publiques : L'augmentation des dépenses publiques hausse le prix d'équilibre.

Le graphique ci-après illustre les différentes catégories des pays exportateurs selon le degré de vulnérabilité de leurs économies au produit pétrolier en fonction du prix d'équilibre budgétaire (Prix estimé du baril équilibrant le solde budgétaire en 2015) :

Figure 3- le degré de vulnérabilité des pays exportateurs à partir des prix d'équilibre budgétaire du Brent en Dollar US 2015-2016



Source : BNP Paribas (2016), FMI, Fitch et calculs des auteurs

En 2016, le Qatar et le Koweït, pays à faible dépendance du produit pétrolier, ont respectivement besoin d'un prix d'équilibre équivalent à 52 et 55 USD. Ce prix est plus élevé pour l'Arabie Saoudite (USD 72), les Emirats Arabes Unis (USD 73)... (Figure 3).

Ainsi, pour assurer l'équilibre budgétaire (ou finances publiques), il faut combiner trois facteurs : la diminution des dépenses publiques, l'augmentation des recettes fiscales et la dévaluation de la monnaie.

Le tableau récapitulatif ci-dessous représente les impacts de la chute des prix de pétrole selon une typologie fondée sur le degré de vulnérabilité (ou de dépendance) financière des pays exportateurs du pétrole: des pays solides, des pays fragiles et d'autres inquiétants :

	Pays Solides	Pays Fragiles	Pays Inquiétants
Caractéristiques de leurs économies	Soldes courants et budgétaires en surplus malgré la dépendance forte de ces pays sur le produit pétrolier	Soldes courants et budgétaires à la limite de la normale. Les exportations pétrolières représentent les moteurs de l'activité économique de ces pays	Pays infiniment dépendant du pétrole et qui ont leurs soldes courants et budgétaires déjà déficitaires au début de l'année 2014
Conséquences de la chute du prix de pétrole	Chute des prix amortie à court terme, des politiques d'ajustement budgétaire sont considérées pour le moyen et le long terme	Réduction des réserves de change, dépréciation de la monnaie nationale de ses pays et déficits courants et/ou budgétaires	Augmentation du taux d'endettement, récession et / ou défaut
Exemples	Arabie Saoudite, Koweït, Emirats Arabes Unis, Qatar et Norvège	Algérie, Angola, Bahrein, Oman, Nigeria, Russie, et Azerbaïdjan	Irak, Libye, Yémen, Iran, Nigeria, Tchad, Congo et Venezuela

Source Ithurbide (2015).

2.2 Conséquences sur quelques pays exportateurs

Le Fonds Monétaire International (2015) estime qu'une diminution du prix du baril de l'ordre de 20 dollars américains engendrera, toutes choses égales par ailleurs, un accroissement de 0.5% du PIB Mondial en 2015 :

- Dans la Zone Euro, la chute du prix de pétrole est partiellement compensée par la dévaluation de l'Euro par rapport au dollar ;
- En Chine, le solde des comptes courants se renforce : avec des importations pétrolières de 6 Mbj, une diminution de 1 dollars américains du prix du baril allègera la facture des importations chinoises en produits dérivés du pétrole⁵;
- Au Bahreïn, Angola et Equateur, pays à forte dépendance pétrolière, ils encourent une dégradation périlleuse de leurs comptes courants ;
- aux Etats-Unis, le FMI a indiqué les conséquences de la chute des prix de pétrole par une diminution du chômage, une appréciation du dollar qui risquerait d'engendrer la baisse des exportations nettes et une croissance prévue en 2015-2016 au-delà de 3%.

Les pays exportateurs ont commencé à réaliser dès 2014 un manque à gagner des recettes d'exportations et budgétaires. Par la suite, les dépenses publiques et la croissance économique hors du secteur pétrolier ont été négativement affectées (FMI, 2015). Survolons le cas de l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Russie et le Venezuela dans ce qui suit.

2.2.1 L'Arabie Saoudite

La situation budgétaire initiale de l'Arabie saoudite au début de l'année 2014 était très solide (un excès dans les comptes publics). Mais cette situation s'est détériorée suite à la chute continue des prix de pétrole en 2015. Afin d'alléger l'ampleur des dégâts financiers notamment sur le budget du pays, les autorités Saoudiennes ont décidé de diminuer les subventions octroyées aux citoyens sur les prix de l'eau et des produits pétroliers ce qui a fait hausser les prix domestiques de ces derniers. Ainsi, le prix de l'essence sans plomb 95 a progressé de 50 % (passant de 0,60 riyal à 0,90 riyal par litre), l'essence 91 a augmenté de 67 % (passant de 0,45 riyal à 0,75 riyal le litre).

A moyen et long terme, et même avec un degré de vulnérabilité faible, la baisse du prix du baril de pétrole aurait des conséquences néfastes sur la balance commerciale et la balance budgétaire du pays avec des déficits remarquables, surtout si la chute des prix persisterait. En effet, la situation économique du pays s'est aggravée: les réserves de change ont chuté d'un pic de 737 milliards de dollars en août 2014 à 594 milliards de dollars en février 2016. Le FMI prévoyait que si les tendances actuelles ne changeront pas, la dette publique en pourcentage du PIB pourrait passer de moins de 2% en 2014 à 45% en 2020. Compte tenu des grandes dépenses de l'Arabie Saoudite et sa dépendance au secteur pétrolier (le pétrole compte 90% des recettes de l'Etat), ses réserves risqueront de plonger de plus en plus.

2.2.2 L'Iran

Les recettes de l'Iran dépendent à 70%-80% du pétrole. Ce pays aussi a été négativement affecté par la chute des prix. En se basant sur les estimations du FMI, pour assurer son équilibre, la balance budgétaire iranienne demande un prix d'équilibre (estimé) du baril de pétrole équivalent à 140 dollars américains. Ainsi, en 2016, l'Iran a refusé de limiter sa production conformément aux décisions de l'OPEP afin de préserver son quota. En effet, depuis la levée des sanctions en Janvier, l'Iran n'a arrêté d'augmenter sa production voulant récupérer sa part de marché avant l'embargo : la quantité produite du pétrole par l'Iran avait augmenté en avril 2016 de 500,000 barils/jour sur une période d'un an. Le pays a de même baissé ses prix sur le marché européen pour rivaliser les producteurs de pétrole notamment l'Arabie Saoudite. Afin de relancer son économie et de maîtriser son inflation engendrée par les chutes de prix,

⁵ Couvrant 12% de la consommation mondiale de pétrole, la chine occupe désormais le deuxième rang en tant que consommateur après les Etats-Unis et la première place comme pays importateur (Dupuis et al., 2015).

l'Iran tente de réduire sa dépendance au pétrole notamment grâce à l'énergie nucléaire.

2.2.3 La Russie

La chute des prix de pétrole en 2014 et 2015 a provoqué la diminution de la production pétrolière de la Russie suite à la diminution des investissements (un recul de 1.4% de la production d'énergie primaire selon BP (2015)). Cette chute a provoqué le déséquilibre de la balance commerciale de la Russie caractérisé par (Galland, 2015) : la dépréciation du rouble, la diminution de la consommation des ménages et de leurs pouvoirs d'achat, l'augmentation de l'inflation. Le régime de change étant flexible en Russie, une baisse du niveau des prix de pétrole n'a pas d'incidence sur le niveau des réserves de change.

Le FMI (2015) estime que pour neutraliser sa balance budgétaire, la Russie a besoin d'un prix de baril de pétrole équivalent à 110 dollars américains ce qui est loin d'être réalisé dans le court terme. Ainsi, le prolongement de la chute des prix du pétrole en 2016 nuira fortement à l'économie Russe ; elle devra de même conserver sa production élevée de pétrole (10.9 millions de barils par jour) pour combler son déficit budgétaire et financer ses interventions géopolitiques en Ukraine et Syrie (50% de ses recettes dépendent de l'énergie).

2.2.4 Le Venezuela

Quant au Venezuela, déjà en défaut, ce pays absorbe lourdement les conséquences de la chute des prix sur ses balances commerciale et budgétaire surtout que le pétrole représente 95% de ses exportations soit 40% des revenus de l'Etat Vénézuélien (Galland, 2015). En Janvier 2015, l'agence de notation américaine Moody's a annoncé la dégradation de la notation vénézuélienne au rang de Caa3 classant le Venezuela désormais comme un pays emprunteur à très fort risque.

Le FMI (2015) estime que pour assurer l'équilibre de ses finances publiques, le Venezuela aurait besoin d'un prix d'équilibre du baril de pétrole équivalent à 105 dollars américains. Or, le prolongement de la chute des prix en 2016 continue à aggraver les déficits budgétaires de ce pays.

	Arabie Saoudite	Iran	Russie	Venezuela
Impact de la baisse des prix du pétrole	<ul style="list-style-type: none"> - Déficit budgétaire et commercial. - Diminution des subventions gouvernementales. - Augmentation des prix domestiques de l'eau, du pétrole et de ses dérivés. - Aggravation de la dette publique. - Réduction des approvisionnements (Réserves) en pétrole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Déficit de la balance budgétaire. - Récession économique - Augmentation de l'inflation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des investissements et de la production de pétrole. - Affaiblissement du pouvoir d'achat des citoyens. - Diminution des quantités consommées de pétrole. - Dépréciation du rouble. - Augmentation de l'inflation. - Déséquilibre de la balance commerciale et budgétaire. - Accroissement du taux de chômage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Déficit de la balance budgétaire. - Récession économique - Dégradation de la notation - Augmentation de l'inflation. - Déséquilibre de la balance commerciale - Augmentation de l'inflation.

CONCLUSION

Le ralentissement économique des principaux pays consommateurs de pétrole, le fléchissement de la

croissance mondiale, la montée de la production du pétrole de schiste et le changement de la stratégie géopolitique de la part de l'Arabie Saoudite caractérisé par une « Baisse volontaire » du prix de pétrole par l'OPEP ont été la cause directe de la baisse du prix du baril de pétrole dont les conséquences sont vécues différemment par les pays exportateurs. En effet, cette baisse des prix de pétrole a déstabilisé leurs soldes budgétaires et leurs soldes courants en fonction de la vulnérabilité de leurs économies sur le produit pétrolier et le prix d'équilibre estimé qui régularise leur budget.

Afin de remédier à cette situation, les pays membres de l'OPEP ont décidé, en Novembre 2016, de mettre fin à la politique de "Pomper à volonté" et de réduire la production des pays membres de 1,2 million de barils par jour ; cet accord est effectif le 1er janvier 2017. Suite à cet accord, onze pays « non-OPEP » (La Russie, le Mexique, le Bahreïn, le Kazakhstan, Oman, l'Azerbaïdjan, la Malaisie, la Guinée équatoriale, le Soudan, le Soudan du Sud et le Brunei) se sont réunis le 10 décembre à Vienne pour contribuer à la réduction de l'offre globale de pétrole sur les marchés ; ils se sont engagés à réduire de 558 000 barils par jour leur production cumulée à partir de Janvier 2017 pour aider à mettre fin à la surabondance de l'offre qui a fait chuter les prix du pétrole.

En plus de cette dynamique favorable à l'offre, la reprise économique mondiale se poursuit à un rythme soutenu, surtout aux États-Unis. Ainsi, la demande croissante de pétrole provenant des États-Unis et de la Chine pourrait constituer un des facteurs supplémentaires devant contribuer à alimenter un ralliement des prix du pétrole beaucoup plus élevé que ce que beaucoup avaient envisagé il y a quelques mois.

Par conséquent, un rétablissement de l'équilibre du marché pétrolier pourrait être résolu par cette coopération entre les pays producteurs. En effet, le marché du pétrole sera maintenant équilibré plus tôt que ce qui aurait été le cas sans un accord. En conclusion, l'OPEP reste encore un cartel efficace contrôlant la majeure partie du marché de l'énergie et dont les actions influencent le prix du pétrole.

BIBLIOGRAPHIE

- Baffes. J et al. (2015), **“The great plunge in oil prices: Causes, consequences, and policy responses”**, World Bank Group, March 2015.
- **BP** Statistical Review of world Energy, June 2015.
- Byrne. D (2012), **« Petrol Price Cycles »**, The Australian Economic Review, vol. 45, no. 4, pp. 497–506, 2012 The University of Melbourne, Melbourne Institute of Applied Economic and Social Research.
- Chedrawy. C, Howayeck. P (2016), **« L'influence de la chute des prix du pétrole sur les secteurs d'énergie et du transport au Liban »**. Acte du colloque : Internationalisation des services : une perspective Euro-méditerranéenne - IAE de Tours, France (laboratoire Vallorem), Mai 2016.
- Cornot-Gandolphe. S, (2015), **“US Coal Exports: The Long Road to Asian Markets”**, The Oxford Institute for Energy Studies, March 2015.
- Dupuis. F, et al. (2015), **“ L'évolution des cours pétroliers demeure incertaine”**, www.desjardins.com/economie, Avril 2015.
- Fonds Monétaire International (2015), **« La baisse des prix du pétrole met à mal les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale »**. Bulletin du FMI. Perspectives économiques régionales, 21 janvier 2015.
- Fonds Monétaire International (2015), **« Apprendre à vivre avec un pétrole moins cher sur fond repli de la demande »**, Perspectives économiques régionales, Département Moyen Orient et Asie Centrale, Janvier 2015.
- Galland. R (2015), **« Pays émergents producteurs de pétrole : Quels sont les pays les plus vulnérables à la baisse du prix du pétrole ? »**, ECONOTE Société Générale Département des études économiques et sectorielles, N°27 Février 2015.
- Greggio. R et Mafféi. B (2014), **« Rente pétrolière et crise économique »**. Le paradoxe des cours élevés du pétrole en période d'abondance productive et de crise économique, Géo-économie, 2014/1 n° 68, p. 111-126. DOI: 10.3917/geoec.068.0111.
- Hache. E, et Lantz. F, (2010), **« Le rôle de la spéculation sur les marchés pétroliers : une analyse économétrique et comportementale »**, Séminaire AEE-CFE, Mardi 29 juin 2010.
- IEA (2015), **“Key World Energy Statistics 2015”**.
- Ithurbide. P et Blanqué. P (2015), **« Baisse du prix du pétrole : impacts sur la croissance et sur la vulnérabilité financière »**, Amundi Asset Management, Janvier 2015.
- Jamet. JF (2008), **« L'impact de la hausse du prix de pétrole sur la croissance de la zone euro »**, Fondation Robert Schuman, Janvier 2008.
- Jess. N, Roucher. R., Bernard. JP , Cléaut. G., (2013), **“Comment prévoir le prix du pétrole”**, Département des études économiques, Juin 2013.
- Jridi. O, (2010), **« Effet des variations des prix du pétrole sur l'inflation : approche macro-sectorielle pour le cas de la Tunisie »**, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis El Manar - Mastère 2010
- Lane. T (2015), **« Vers une compréhension raffinée des prix du pétrole et de leur incidence sur l'économie »**, Banque du Canada, 13 Janvier 2015
- Llewellyn. J (2015), **« Prix des ressources naturelles et politique macro-économique : Les enseignements de deux chocs pétroliers »**, 2015.
- Maurette. F (1926), **« Le pétrole. Étude de géographie économique »** [En ligne]. In: Annales de Géographie. 1926, t. 35, n°193. pp. 1-26.
- Maurice. J, 2001 **« Prix du pétrole »**, Rapport du CAE, n° 32

- OCDE, (2015), « **Evaluation générale de la situation macroéconomique** », Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2015 Issue 1.
- OCDE, (2004), « **Evolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques** », Perspectives économiques de l'OCDE No. 76 (Édition 2004/2).
- OPEC (2015), "Monthly oil market report", 16 April 2015
- Sigogne. P et Fouet. M (1982), « **Après deux chocs pétroliers: diagnostics et perspectives** », Observations et diagnostics économiques : revue de l'OFCE. N°1, 1982. pp.9-49. doi: 10.3406/ofce.1982.915.
- Terzian. P et Chiclet. C (2005), « **Prix du pétrole : inflation à long terme** », Revue de l'OCDE.
- US Energie Information Administration (2015), « **Short Term Energy Outlook** », EIA, August 2015.

